

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21561 - 80ÈME ANNÉE

Forte mobilisation hier à Sainte-Suzanne

Européennes : grand succès du meeting du PCR



Ce 5 juin à Sainte-Suzanne, plusieurs centaines de militants ont assuré le succès du meeting de clôture de la campagne du PCR pour les élections européennes. À 4 jours du scrutin du 9 juin, les communistes ont réaffirmé leur volonté sans faille d'agir pour que la liste « Gauche unie pour le monde du travail » réalise le meilleur score possible à La Réunion. Léon Deffontaines, tête de liste, a adressé un message vidéo aux participants.

Plusieurs centaines de militants du PCR étaient réunis hier à la salle Rwa Kaf à Sainte-Suzanne pour participer au meeting de clôture de la campagne du Parti communiste réunionnais pour les élections européennes, organisé par la Section PCR de Sainte-Suzanne.

Le meeting commença par le maloya qui a toujours accompagné les luttes des Réunionnais pour un monde meilleur.

Le PCR a un candidat, Ary Yée-Chong-Tchi-Kan, sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail ». Cette

réunion publique fut marquée par l'intervention en vidéo de Léon Deffontaines, la tête de liste.

Tour à tour, Maurice Gironcel, Julie Pontalba, Élie Hoarau et Ary Yée-Chong-Tchi-Kan montèrent à la tribune pour rappeler les raisons de l'engagement du PCR dans les élections européennes aux côtés du PCF et des syndicalistes qui constituent le tiers de la liste conduite par Léon Deffontaines.

Pour le PCR, l'élection au Parlement européen de députés communistes et de syndicalistes signifie que les revendications pour le développement de La Réunion seront portées au plus haut niveau.

Il s'agit notamment que l'Union européenne accompagne financièrement un plan global de développement sur lesquels les Réunionnais se seront mis d'accord. Depuis 2018, le PCR propose que la Conférence territoriale de l'action publique composée d'élus et de l'État, élargie aux syndicats, partis politiques et associations, soit le lieu d'élaboration de ce projet.

Les députés de « Gauche unie pour le monde du travail » soutiendront aussi le besoin de responsabilité des Réunionnais.

Cela passe tout d'abord par la globalisation des aides européennes et leur gestion en toute transparence à La Réunion pour financer le projet réunionnais. Ce sont ensuite de nouvelles responsabilités pour que les Réunionnais puissent être les acteurs de la valorisation des richesses de notre pays. C'est notamment le transfert aux Réunionnais de l'attribution des licences de pêche aux bateaux étrangers naviguant dans les eaux très poissonneuses entourant La Réunion. C'est également la participation des Réunionnais aux négociations des Accords de partenariat économique entre les pays voisins et l'Union européenne.

L'objectif est que ce qu'il reste de l'économie productive à La Réunion ne soit pas concurrencée par des produits à bas-coût au plus grand profit des bénéficiaires de la vie chère dans notre île. D'autres relations sont possibles, notamment le co-développement qui s'appuient sur les complémentarités entre La Réunion et ses voisins.

Enfin, « Gauche unie pour le monde du travail » est également la liste qui soutient une Europe de la paix. À l'heure où les chefs d'État de l'Union européenne ont fait de cette organisation un supplétif de l'OTAN dans la guerre qu'il mène par procuration contre la Russie en Ukraine, il est plus que jamais urgent de réorienter l'Europe vers sa raison d'être de paix. Ainsi les crédits gaspillés dans les achats d'armes seront bien mieux employés au service de la réduction des inégalités.

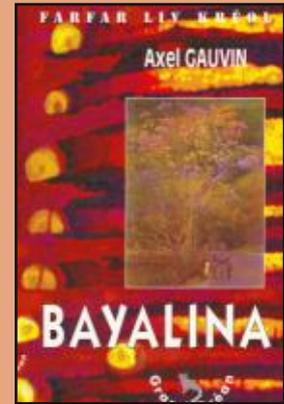
Au terme de ce meeting, les militants sont repartis motivés comme jamais afin d'intensifier la campagne dans les derniers jours qui nous séparent du scrutin du 9 juin.

M.M.



Bayalina

Bayalina, par Axel Gauvin... in roman dann la lang kréol rényoné,
an fèyton dann Témoignages



Samdi 27 oktob (Sinkièm morso)

Déssèr ! Déssèr ankor ! Tanmié déssèr ! Bonbon, anplüs ! Briosse ! Korné-là-krème ! Shemin-d'fer ! Ti paté !... Titone i pran son lélan pou li vole dessi bonbon-là. Mi kasse son lélan, nèt :

– Dousman mounoir ! La vot' fine ipotéké !

Mi trape lo pti paté ke Titone té i part poze sink dessi : mon kamarade goudal-goulipia i ramasse dousman son min. Son boush ossi i ramasse, son figuir i fèrme. Mi trape lo ti paté mi done Ari. La boush Ari i rire tou-sèl ! Li anvale son deux gato-là san prann réspirasssion ziska ! Rémon-li, Zozèf-li... sakêne i pran la siêne : lo bonbon i sava en vitèsse. Dann pla i arète rienk lé miêne : in zoli semin-d'fèr sanm dessik rouz dessi. Mi kite ça éksepré dann pla, jist devan lo nez Titone pou k' li rale bien lodër, pou fé fèr son boush de-lo tanpirkipé. De-lo amér.

Mi mazine :

“ Bave atoué, mon véra ! Bave atoué ! Zire mèm la manman Soubaya si ou i vé... provik ou i di pa in mo.”

Mi oi lo larme i komanse monté dann zié Titone. Mi bouze pa. Rienk kank la dig i sar kassé, kank son pléré i sar dévidé, i sar noiye demoun, la mèm :

– Alé ! Boure aou !

Lo boug i vole dessi bonbon-là ! Mwin néna ziska regré : lé roz en bonkèr ti semin-d'fèr-là !... ça davoit lé bon... Oté ti krév arpa pou ça !

Mi di dann mon kèr :

“ Ou cé t'in tro bon boug, Soubaya !

– Kèl bon boug ! Tire in bon boug sanm aou-là, koça i rèst', oté ! Ou té tro kontan amontr' lo Titone ke bëf i komande pa la korde !

Axel Gauvin

La pankor fini...

Appel commun du PCR, du PCM, de Lagwiyann Unie, du PCF et de « Gauche unie pour le monde du travail »

« Les outre-mers ne doivent pas être absentes de l'élection européenne »

Ce 5 juin, les dirigeants du PCR, du PCM, de Lagwiyann Unie et du PCF et des candidats de « Gauche unie pour le monde du travail » ont publié une déclaration commune au sujet des élections européennes. Ce document analyse la situation dans les anciennes colonies intégrées à la République et appelle à une nouvelle relation avec l'Europe afin que ces pays puissent enfin être accompagnés sur la voie du développement. L'élection au Parlement de députés de la liste conduite par Léon Deffontaines permettra d'aller vers le redressement de la situation.

« Pour le Parlement européen, comme pour l'État français, les outre-mers ne sont qu'un sujet périphérique, auquel nos dirigeants pensent quand ils n'ont rien à légiférer ou que l'urgence sociale, politique, écologique et démocratique fait exploser l'image exotique de ces territoires. Comme aujourd'hui en Nouvelle Calédonie.

Nous tenons ici à exprimer notre exigence de respecter les autorités politiques de Nouvelle Calédonie, de les entendre, de stopper le dégel du corps électoral, de reprendre le chemin du dialogue et du travail commun y compris si c'est le chemin d'une indépendance. La répression, le coup de bâton de Paris, le refus de la prise en compte des spécificités, des langues, des cultures, des situations économiques, des difficultés, de l'aspiration à la différenciation à l'autonomie ou à l'indépendance cet aveuglement conduit la République à l'échec.

« Territoires oubliés et non valorisés par l'Union européenne »

Des territoires qui a juste titre font entendre leur voix, des territoires marqués par la colonisation, l'histoire de l'esclavage et l'appropriation des richesses par les grands propriétaires. Bien que toutes différentes, les régions ultramarines ont un point commun : ce sont des territoires oubliés et non valorisés par l'Union européenne, alors que ses politiques, l'austérité, le pacte budgétaire entraînent des conséquences au quotidien sur les habitants. Nous considérons, dans l'esprit de l'appel de Fort de France de mai 2022 et des différentes initiatives pro-

gressistes qui ont suivi ou précédé cet appel, que les Outre-Mer ont un avenir avec la France et avec l'Europe dans le respect et la prise en compte de leur particularité politique, géographique et culturelle.

La dernière résolution du Parlement européen relative aux territoires ultramarins remonte à 2022, et est une addition de clichés et de constats d'échecs. L'insularité y est décrite comme étant un « handicap structurel permanent » et le Parlement européen « regrette le manque de vision de l'Union pour les îles européennes ».

En réponse à cela, les Parlementaires européens ont proposé la création d'un institut européen des territoires défavorisés. Une réponse caricaturale et technocratique de plus, face à des besoins pourtant réels. La situation est plus qu'inquiétante : 77 % de la population à Mayotte vit sous le seuil de pauvreté, 53 % en Guyane, 36 % à La Réunion, 34 % en Guadeloupe, 27 % en Martinique, 25 % en Polynésie et 20 % en Nouvelle-Calédonie. Des taux très largement supérieurs à ceux de la métropole, mais qui n'alarment pas nos dirigeants.

« Agissons pour les travailleurs de ces territoires »

A ces données s'ajoutent des éléments aggravants : un empoisonnement massif des populations antillaises au chlordécone, de graves tensions sur l'eau à Mayotte, en Martinique et en Guadeloupe, l'accaparement du foncier par l'État, privant les collectivités d'investir dans la construction de logements, comme un taux de chômage des plus élevés, et une désindustrialisation qui se poursuit avec une situation difficile du secteur minier calédonien. Agissons pour les travailleurs de ces territoires, avec un véritable développement économique, l'investissement dans la santé et l'éducation en favorisant le recrutement et le retour des fonctionnaires ultramarins de la fonction publique d'Etat dans leur territoire d'origine.

Alors que les territoires ultra-marins sont les premières victimes de la montée du niveau de la mer et des grandes transformations à venir de notre envi-

ronnement, l'Union européenne et la France doivent être au rendez-vous. Sans une réponse forte et massive des États et de l'Union, nos régions dites « ultrapériphériques » risquent de se voir reléguées encore plus en périphérie, avec une difficulté de plus en plus grande de concilier les enjeux sociaux et environnementaux. Il faut travailler avec les dirigeantes et dirigeants de leurs collectivités à leur avenir. La réponse à apporter est économique, politique et démocratique. L'Union européenne doit soutenir les investissements nécessaires à la transformation des économies des outre-mers, tant en matière d'agriculture que d'industrie. Nous devons permettre aux ultramarins de produire une partie importante de ce qu'ils consomment, de créer des emplois et de la valeur localement, tout en permettant aux travailleurs de nos territoires de vivre dignement face à une inflation aux conséquences dramatiques. Les salaires et les pensions de retraite doivent être augmentées, afin de permettre à chacun de répondre à ses besoins.

« Nous voulons faire élire Léon Deffontaines et ses colistiers au Parlement européen »

Oui, grâce aux Outre-mer, la France est la 2e puissance mondiale maritime et le seul pays au monde à être présent sur quatre océans, ce qui lui confère un pouvoir géostratégique de premier plan. Non, les élus, les habitants des Outre-mer n'ont toujours guère voix au chapitre sur le trait de côte, la loi littoral, l'Octroi de mer, l'article 73. Pire, des normes aux coûts exorbitants des transports, tout est fait pour les enfermer dans un rôle de spectateurs de leur environnement régional. Nous défendons le principe d'égalité que revendiquent les populations d'Outre-Mer.

A Paris, Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Saint-Denis, Cayenne, les travailleurs n'auront qu'un bulletin de vote utile pour défendre leurs intérêts les 8 et 9 juin prochain, pour les élections européennes : celui de la Gauche Unie pour le monde du travail, avec des candidats du Parti communiste réunionnais et du Parti

communiste martiniquais. Nous voulons faire élire Léon Deffontaines et ses colistiers au Parlement européen, pour que l'Union européenne soit enfin ce qu'elle doit être : un outil au service des populations, qui réponde aux réalités concrètes des territoires ultramarins, en prenant toujours en compte leurs spécificités. »

Signataires

- **Élie Hoarau, Député honoraire, Président du Parti communiste réunionnais (PCR)**

- **Cecile Cukierman, Sénatrice PCF, Présidente du groupe CRCE-Kanaky au Sénat**

- **Ary Yée Chong Tchi Kan, candidat aux Européennes, Dirigeant du Parti communiste réunionnais (PCR)**

- **Maurice Gironcel, Maire PCR de Sainte-Suzanne (La Réunion)**

- **Georges Erichot, Secrétaire général du Parti communiste martiniquais (PCM)**

- **Max Louis Thérèse, candidat aux Européennes, Dirigeant du Parti Communiste Martiniquais (PCM)**

- **Michel Branchi, conseiller municipal PCM de Fort-de-France, Rédacteur en chef de Justice**

- **Philippe Bouba, 5ème Vice-Président de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG), Porte-parole de Lagwiyan Unie**

- **Stephen Bantifo, coordinateur de Lagwiyan Unie**

- **Pierre Lacaze, conseiller régional Occitanie, responsable Outre-Mer du PCF**

- **André Chassaigne, Député PCF, Président du groupe GDR à l'Assemblée nationale**

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In roflékssion dsi Lérop épi léspri Paul Vergès...

Mézami kan la roprézantante la list Deffontaines, Sigrid Gérardin, la vni Sinte-Sizane pou partissip in gran pik-nik, èl la di é pa pli loin ké yèr soir mwin té apré majine sa. Son kozman lété, si èl lé élu, el va sèye fé roviv laba dann l'érop léspri Paul Vergès.

Alor mi di dann mon tête épi dann mon kèr, kossa i lé so léspri Paul Vergès-la ? Koman sa i manifèste, kèl fasson ? Pou kossa madame la, la di son kozman dsi léspri noute gran kamarade la fine tourne toute bann paz son liv la vi dsi la tèr. Mi di pa li lé mor pars ou lé mor pou vréman kan na pi pèrsone pou majine aou é la pa lo ka.

Mi vé pa parl léspri dann sanss limour, lo kozman wi di pou fé sourir la boush é Paul té i manke pa non pli so léspri-la... Mi trouv bien partazé par in bonpé rényoné. Non mi vé parl léspri dann sanss-la. Ni pé rapèl sak Laurent Vergès téi di : nou lé pa pliss, nou lé pa mwinss, respèkte anou. A i vré dir la pa pars nou lé pti ké nou néna pti droi é noute droi i doizèez égal sète toulmoune i doi an avoir dsi la tèr. Alon apèl sa léspri l'égalité avèk la zistiss.

Astèr nou la fine anparl issi mèm lo liv « D'une ile au monde » dann sanss noute péi, momandoné té in vré laboratoir pou tèste bann solission nouvèl pa solman pou li mé pou lo monde antyé. A !! Mi antan tré bien inpé apré panss bann rényoné shoviye la fine gonflé. Akoz ? I fo lo moune la shoviye lé gonflé pou anparl bann zapor in ptite zil konm nou i propoz ; l'imanité ? Mi panss pa, mwin lé mèm sir sé lo kontrèr.

Sirésèrtin si limanité l'avé ékoute in pé pliss bann pti, bann fèb, bann pa nonbré, dann sak zot i propoz, dann sak zot i vé é dann sak zot i vé pa, lo monde noré pa été konm li lé zordi : farfouyé, pèrdi rante dè solission, viv osinonsa disparète. In vérité élémantèr mé si i tienbo konte de sa, néna moyin pou moyéné, néna ankor do koi limanité pou progressé.

Afors ékoute Paul Vergès kozé, afors lir son bann zékri, mwin la fine konprann in n'afèr sé ké léspri Paul Vergès, mèm si ni konpran pa toute sak li di anou, sé kékshoz préssyé pou l'imanité... Bone shanss madame Sigrid Gerardin, mwin néna konm linprèssion oute pti sézour shé nou, la pa in séjour pèrdi ni pou ou, ni pou nou. Bone shanss méssyé Desfontaine épi toute son list kamarade.

A bon antandèr, salu !

Justin